



Le 26 février 2014

Séminaire de l'Unadel des 14 et 15 février 2014 à Soisy-sur-Ecole (Essonne)

Compte-rendu détaillé des échanges

Personnes présentes :

Paola ACETI (adhérente et chargée de mission ADAT LR)
Céline BRAILLON (adhérente)
Céline CELESTIN (assistante de gestion Unadel)
Cécile DE BLIC (adhérente)
José DHERS (administrateur)
Olivier DULUCQ (administrateur)
Claire GOICHOT (adhérente)
Georges GONTCHAROFF (administrateur)
Yves GORGEU (administrateur)
Claude GRIVEL (président délégué)
Stéphane LOUKIANOFF (Délégué général Unadel)
Clémentine LE LAY (Secrétaire générale)
Johan MILIAN (adhérent)
Jean-Yves PINEAU (administrateur)
Gilles PRADEAU (adhérent)
Paulette SALLES (administratrice)
Hélène SCHWARTZ (présidente)
Yves-Marie SZYMUSIAK (trésorier)
Pascale VINCENT (administratrice)

Invité : Jean-Jacques BOUSSAINGAULT (Président du PNR du Gâtinais français)

Personnes excusées :

Pierre-Jean ANDRIEU (administrateur)
Laurent BIELICKI (vice-président)
Jean-Marc BINAUD (administrateur)
Olivier DELBOS (administrateur)
Gérard LOGIE (administrateur)
Jean-Claude MAIRAL (administrateur)
Axel OTHELET (directeur du Carrefour des pays lorrains)
Sylvain PAMBOUR (administrateur)
Jacques PICARD (administrateur)
Gérard VALERO (vice-président)

Documents transmis en amont :

Programme du séminaire, contributions de Georges Gontcharoff et de Yves Gorgeu au groupe de travail « décentralisation », article de Claude Grivel sur l'intercommunalité, bilan d'activité 2012, et projet de partenariat Unadel / Acsé / Datar 2014.

ORDRE DU JOUR :

Discussion autour de l'évolution du projet associatif de l'Unadel : quel regard portons nous sur les axes d'interventions et les finalités actuels ? Quelles sont les attentes des participants ? Réflexion collective autour des évolutions à engager. Quels sont contenus à renforcer ou à développer ? Quelle place du bénévolat à l'Unadel ?

Après un premier repas en commun (tentant de marier les seiches du Languedoc Roussillon aux pommes de terre bretonnes), suivi d'une visite captivante de la Verrerie d'art, nous avons commencé par un petit tour de table et abordé le premier temps de travail.



La visite de la Verrerie d'art

16H30 – 18H30 : ETAT D'AVANCEMENTS DES CHANTIERS ET TOUR D'HORIZON DES QUESTIONS QUE NOUS NOUS POSONS

Animateur: Stéphane Loukianoff

- **Point d'information sur deux des principaux chantiers en cours**

Hélène Schwartz a présenté tout d'abord un état d'avancement du chantier de la plateforme des métiers : après avoir mené deux chantiers de 2010 à 2013

(prospective métiers et recherche action), et co-organisé le premier congrès national des développeurs territoriaux en 2013, la Plateforme des métiers est désormais amenée à se transformer.

L'objectif étant d'organiser une convergence entre les dynamiques de la plateforme et du congrès pour mener au sein d'un réseau élargi (en particulier au niveau régional) des chantiers qui pourront aussi nourrir le prochain Congrès national en 2015. Une réunion a eu lieu le 3 février et a validé 5 axes de travail qui déboucheront en 2014 sur plusieurs séminaires nationaux en région et des projets de formations expérimentales. Le pilotage de cette plateforme élargie¹ ne reposera plus uniquement sur l'Unadel mais aussi sur le Collectif Ville Campagne et sans doute aussi sur l'IRDSU². La position de ce dernier n'est toutefois pas encore arrêtée car l'IRDSU « planche » sur l'évolution de son projet associatif actuellement. Des dossiers de demande de subventions sont en cours de finalisation et seront déposés auprès de l'Acse et de la Datar dans les prochains jours. Si les financements demandés sont obtenus, l'Unadel sera amenée à recruter un(e) animateur(trice) de ces travaux.

Claude Grivel présente ensuite le chantier sur la décentralisation. Depuis la loi de 2010, l'Unadel s'inscrit dans une démarche de réflexion avec la plateforme associative « Décentralisons Autrement ». Un énorme travail a été réalisé pour formuler des propositions et des projets d'amendements, notamment à partir du travail de Georges

¹ Dont le nom pourrait changer : « Conférence permanente des métiers du dvt territorial » ou « carrefour des métiers du dvt territorial »...

² Inter-réseau du dvt social urbain

Gontcharoff, et de nombreuses notes et productions ont ainsi été produites. Ce travail d'information et de sensibilisation a pour ambition d'affirmer que la décentralisation n'est pas qu'une affaire d'élus. Notre travail a également croisé la dynamique pilotée par Miche Dinet autour du renforcement de la participation et de l'engagement citoyen dans le processus actuel de décentralisation. Ce travail est toujours en cours. Il vise à étoffer un chapitre dédié à la démocratie participative dans le volet 2 ou dans le volet 3 de la loi de décentralisation. Il reçoit aujourd'hui une écoute favorable et une reconnaissance de la part du cabinet de Marylise Lebranchu.

José Dhers propose de se questionner sur nos méthodes : comment prioriser ? Que fait-on du travail réalisé ? Quelle dynamique de réseau autour de ces questions ?

Pour Claude Grivel, ce travail révèle une grande faiblesse mais aussi « un éclatement » du discours associatif. La posture associative est aujourd'hui très critique et soulève une forte défiance vis-à-vis des élus (difficulté de dialogue notamment). Inversement, certains élus témoignent également d'une très grande difficulté pour savoir comment renouer un dialogue, recréer du lien... Le fossé tient à une responsabilité largement partagée et l'on doit accepter de s'interroger sur nos pratiques. Pour Claude Grivel, la spécificité de l'Unadel est de se positionner sur un créneau de ce type. Ce contexte impose de se poser la question de notre spécificité, de nos apports dans un contexte qui évolue...

- **Tour d'horizon des enjeux identifiés et des questions à traiter**

Georges Gontcharoff avoue son pessimisme au regard des évolutions actuelles. Il est très déçu de la faible prise en compte dans le volet 1 (Loi Mapam) du travail réalisé par l'Unadel et, concernant le volet 2, il ne comprend pas que l'on puisse être sollicité sur un texte que l'on n'a pas³. En ce qui concerne la question de la dynamique inter-associative, pilotée par Michel Dinet, Georges pose la question de la représentativité réelle de celle-ci. Car au-delà de l'Unadel, peu de réseaux sont impliqués: le Pacte civique, le Collectif des Associations Citoyennes et la Coordination nationale des conseils de développement (introduite par l'Unadel). De plus, ces mobilisations et réflexions ne répondent pas aux attentes du terrain. Ces attentes, qu'il a pu évaluer lors des 12 conférences du séminaire itinérant (et une dizaine d'autres interventions en dehors) portent principalement sur l'accompagnement des luttes locales autour de la restructuration des EPCI et des cantons.

Claude Grivel précise que le travail législatif réalisé qui ne correspond pas uniquement à la proposition d'amendements mais aussi à la rédaction de textes permettant d'influencer l'esprit de la loi. Il informe aussi du passage de l'APFP en « ANPP »⁴ avec de nouveaux statuts. Selon lui, il est aujourd'hui nécessaire de comparer ces statuts avec les nôtres et il estime qu'il y a un risque de confusion des rôles.

³ Le projet de loi du volet 2 est en cours de réécriture actuellement

⁴ Association nationale des pôles ruraux et des pays

Olivier Dulucq souligne que pour lui l'Unadel se place toujours dans « l'intermédiation » : c'est dire dans la co-élaboration avec les élus et non dans la confrontation ni la dans la complaisance. Mais ce positionnement ne facilite pas toujours les choses. L'association a également un positionnement technique. Il est toujours complexe, selon lui, de définir le projet associatif mais il rappelle que le projet n'a jamais été défini seul et l'Unadel s'est toujours positionnée en tant que « passeur responsable ».

En tant que nouvelle adhérente de l'Unadel, Claire Goichot souligne que, pour elle, la force de l'Unadel tient à la richesse et à la diversité de ses acteurs. C'est une réelle identité à défendre, une plus-value qui se retranscrit dans tous les projets actuels. Les associations sont aujourd'hui trop nombreuses et n'arrivent pas assez à travailler ensemble. De plus, peu d'entre elles arrivent à s'inscrire dans le développement local et elles pourraient être des points d'appui de l'Unadel, si nous souhaitons les accompagner.

Yves Gorgeu insiste sur la plus-value du séminaire itinérant qui a constitué un temps fort pour l'Unadel en 2013 : cette proximité avec le terrain est indispensable. Selon lui, il faut la renforcer en travaillant davantage avec les organismes régionaux et en suscitant un nouveau séminaire itinérant en 2014. Cela suppose aussi d'identifier de nouvelles ressources (humaines).

Pour Yves, les mois et les années qui viennent sont propices à poursuivre ce travail et l'Unadel est très bien placée sur ces questions. Il faut continuer à réaliser sur le terrain un



travail sur les pratiques et les enjeux du développement local, travailler sur la démarche de projet avec les acteurs des territoires et accompagner ces acteurs. Certains réseaux associatifs sont aujourd'hui très demandeurs, il faut s'en rapprocher.

Stéphane Loukianoff en profite pour informer les participants du refus récent de la DATAR de financer un nouveau séminaire itinérant en 2014. Ce dossier sera donc bientôt présenté à la CDC⁵.

Claude Grivel craint un décrochage entre le réseau national et le local. Le séminaire itinérant est un bon support pour recréer des liens, c'est aussi héritage du travail de l'Adels. Aujourd'hui il y a plus de personnes ressources au sein de l'Unadel. Nous avons su mobiliser des capacités productives et réflexives. Sur la question du rapport Unadel/territoire, il faut que l'expression nationale s'appuie plus sur les expériences locales. Il estime aussi que pour répondre à cette ambition, des moyens supplémentaires seront nécessaires au niveau national.

Georges Gontcharoff ajoute que si le séminaire itinérant peut être considéré comme un succès, c'est aussi parce que l'Unadel est très rarement apparue seule et mais plus souvent accompagnée d'autres réseaux : c'est-à-dire Mairie-Conseils et parfois le Collectif Pouvoir d'Agir. Il faut garder cette complémentarité. Il précise que les demandes du terrain de court terme portent sur : les élections

⁵ Caisse des dépôts

municipales, et les mutations des intercommunalités, l'accompagnement des nouveaux conseillers communautaires, l'accompagnement des nouvelles élues et portent à moyen terme sur : la typologie du rural, les rapports urbain-rural, les projets de territoire (contenus et méthodes), et d'autres sujets tels que la transformation des pays en pôle, ou encore une grande interrogation sur l'avenir de l'ingénierie territoriale. Pour Georges, il est aussi nécessaire de poursuivre le travail avec la Coordination des conseils de développement (nombreuses interrogations : notamment sur l'animation de la démocratie participative). Il propose également d'écrire très rapidement un texte sur la doctrine de l'Unadel concernant les pôles.

Hélène Schwartz insiste sur la question du modèle économique de l'association. Il y a aujourd'hui une très grande matière existante, mais il faut des ressources pour agir....

Pour Céline Braillon les évolutions sont nombreuses actuellement (décentralisation, évolution de l'action publique...) et de nombreuses initiatives ont émergées : Collectif Pouvoir d'Agir, le mouvement de résilience des territoires etc... De plus, certains territoires ruraux sont en déprise très grave avec un désengagement massif de l'Etat. Dans ce contexte, il y a, selon elle, un travail à faire sur la typologie du rural, et aussi à travailler sur les enjeux et pratiques de «l'interterritorialité». Il faut réinventer le développement territorial (retours sur travail prospectif réalisé par l'Unadel). Elle témoigne aussi du travail réalisé au Ministère de l'écologie et du développement durable et

s'interroge sur la possibilité de s'appuyer sur le travail de l'Unadel pour réussir à tenir les 2 bouts : société civile et élus. Pour Jean-Yves Pineau, il y a nécessité à réussir à « faire la mue ». On est aujourd'hui « mal barrés » car le développement local est mort et il faut le réinventer ! L'Unadel s'est formée autour du développement local lorsque celui-ci n'était pas institué, mais aujourd'hui le développement local est devenu une véritable institution. Pour Jean-Yves, l'Unadel doit poursuivre son travail sur ce qui n'est pas institué. Dans une société en perte de tout, le développement local doit rester une question d'émancipation. L'utopie du développement est à réinventer. Pour se faire, l'Unadel doit se nourrir des expérimentations et en être le passeur, faire réseau, donner à voir... Ces axes structurants permettent d'affiner les différentes fonctions actuelles et nouvelles (agitation citoyenne partout, formes nouvelles au-delà de l'institution) et doivent permettre également de conserver la dimension artisanale de l'Unadel, « l'enchantement par le fragile ». Dans ce sens il propose notamment de réfléchir aux outils comme « les fab lab » pour régénérer les conseils de développement.

Gilles Pradeau soutient cette question de l'émancipation et insiste sur le nécessaire travail de lobbying. La mutualisation des expériences est indispensable et doit être prise en compte dans le séminaire itinérant.

Pour Pascale Vincent, nous ne nous posons pas suffisamment la question de la place qu'occupent aujourd'hui certaines de nos thématiques de prédilection par rapports aux habitants. On réfléchit comme si les

questions de citoyenneté et de « vivre ensemble » étaient acquises alors que, selon Pascale, celles-ci n'existent plus tellement. Ces questions de fond ne sont pas posées aujourd'hui à l'Unadel et on manque de capacité de réflexion. L'Unadel a un travail de fond à réaliser sur les notions de vivre ensemble, de citoyenneté, et sur la politique.

Yves-Marie Szymusiak trouve que l'Unadel doit montrer qu'il y a des alternatives sur le terrain, et travailler à cette mise en valeur des expériences. Il confirme également la nécessité d'avoir une réflexion sur le modèle économique.

Cécile De Blic propose une synthèse. Elle estime tout d'abord qu'il y aura nécessité à prendre un temps de réflexion sur l'évolution du modèle économique. De ces échanges il ressort, selon elle, que l'Unadel est perçue comme ayant une fonction d'interface, c'est un espace d'intermédiation et de dialogue, avec pour utopie le développement local, et pour rôle celui de faire bouger les lignes. Ce fil rouge de notre identité doit être nourri par nos actions (formations, accompagnement, séminaire...). L'Unadel se doit d'être en avance en termes de réflexion, et doit se nourrir de l'accompagnement des pratiques des acteurs...

18H30 – 19H30 : ZOOM SUR LES ENJEUX DE DEVELOPPEMENT DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANÇAIS.

Animateur : Yves Gorgeu

Jean-Jacques Boussaingault, président du PNR, présente tout d'abord la genèse du Parc. Le PNR tire son origine d'un contexte de pression urbaine forte et de grands projets d'aménagement (ligne TGV). La création du PNR en 1999 répond à une double volonté de préservation des paysages et des écosystèmes (fréquentés par des espèces phares telles que les outardes canepetières) mais aussi de développement d'activités économiques. Ceci dans un contexte particulier : celui de la périphérie de l'une des plus grandes métropoles d'Europe. Un des enjeux majeurs du PNR du Gâtinais français tient aux problématiques de gestion du foncier et de l'habitat. L'espace agricole est très convoité et les pressions immobilières résidentielles extrêmement fortes.

L'enjeu pour le PNR est donc de résister à un avenir de zone résidentielle pour populations aisées de la périphérie parisienne et donc de générer une dynamique de développement compatible avec les objectifs de préservation et capable de maintenir et de développer l'activité économique.



Intervention de Jean-Jacques Boussaingault, président du PNR

C'est pourquoi, le PNR fait plutôt partie des parcs « développeurs » (dans la typologie PNR). Il a développé une filière de culture et d'écoconstruction du chanvre (300 hectares sont cultivés sur le territoire). Comme d'autres parcs, il développe aussi la filière bois. Il multiplie les aides à

l'agriculture : pour la récupération d'eaux de pluie, les améliorations des bâtiments agricoles ou encore la diminution des phytosanitaires. Le PNR se veut en lien direct avec les acteurs socio-économiques du territoire, d'ailleurs le Comité syndical est ouvert au-delà des élus. Enfin, suivant cette même logique, le PNR est impliqué dans la revitalisation des petits commerces de proximité (FISAC) et porte aussi un programme Leader.

Quelques chiffres : Le Parc naturel régional du Gâtinais français regroupe aujourd'hui 65 communes et 83 000 habitants. Son équipe est constituée de 25 personnes et son budget avoisine 4 millions d'euros dont la majeure partie provient de la Région Ile de France et du département de l'Essonne.

Un débat s'ensuit : Prenant l'exemple des problèmes rencontrés par le PNR des Landes de Gascogne (proche de l'aire urbaine de Bordeaux), Georges Gontcharoff s'interroge sur la manière de faire réellement respecter une charte de PNR dans des territoires soumis à de fortes pressions immobilières.

Le Président du PNR précise que majoritairement les élus suivent la stratégie du PNR. Le président (qui est aussi notaire) doit parfois leur expliquer que « *s'ils ne jouent pas le jeu, ils n'auront de sous* ». D'une certaine façon le PNR fait donc office de Scot, même si la charte du Parc n'est pas opposable aux tiers comme l'est un Scot. Enfin, répondant à une question sur les relations entre le Parc et les habitants, le Président du PNR explique que celles-ci sont assez fortes : en particulier lors de l'élaboration ou du renouvellement de la charte (tous les 10 ans). En 2009 et 2010, ce sont ainsi 200 réunions publiques qui ont été réalisées.



21H30 – 23H : ZOOM SUR LES BUDGETS PARTICIPATIFS

Animateur : Gilles Pradeau

Après un « Jambalaya⁶ » particulièrement réussi, et un anniversaire fêté de façon tout à fait présidentielle, un débat sur le thème des Budgets participatifs est proposé par Gilles Pradeau (ancien administrateur de l'Adels). Gilles présente quelques extraits du documentaire qu'il est en train de réaliser sur les budgets participatifs menés au Royaume Uni et au Portugal. Ce documentaire bénéficie du soutien financier de l'Europe et sera diffusé par Médiapart. Le débat qui s'ensuit porte sur l'intérêt général des budgets participatifs, mais aussi sur leur caractère reproductible ou

⁶ Plat à base de curry et mitonné par Hélène

non. Si la dimension pédagogique du budget participatif (la compréhension de la gestion des finances publiques, la pédagogie de l'impôt) fait l'unanimité, plusieurs participants doutent aujourd'hui de leur applicabilité réelle en France. Les expériences réalisées depuis 15 ans, en majeure partie en région parisienne, semblent assez décevantes...

Certes, en Amérique Latine, ces démarches sont de l'ordre de plusieurs centaines, mais celles-ci sont-elles comparables avec des démarches menées en France ? A-t-on vraiment tenté de mettre en place des méthodologies équivalentes en France et sinon, le pourrait-on ?



Présentation par Gilles Pradeau des extraits de son futur documentaire sur les budgets participatifs

Pour d'autres participants, les budgets participatifs peuvent constituer des outils dont les conseils de développement pourraient sans doute se saisir pour jouer un rôle grandissant dans le développement d'une culture de la participation dans les territoires. Le budget participatif constitue aujourd'hui une des rares situations où les citoyens peuvent être associés à la co-décision, or nous savons que c'est l'un des moteurs de la participation dans la durée.

En guise de conclusion, Gilles Pradeau explique que ces expériences se déroulent avec succès au Royaume Uni et au Portugal, notamment avec les jeunes. Cette piste mérite d'être approfondie en France aussi. Il propose que l'Unadel

se saisisse bientôt de cet outil (le documentaire) : certaines réunions publiques pourraient se dérouler dans le cadre d'un séminaire itinérant 2014 et s'appuyer sur l'outil médiatique, ou bien certaines actions de formation que l'Unadel mettra en place pourraient se saisir de ce documentaire dès l'automne 2014...

9H30 – 11H (SAMEDI MATIN) : LES SUJETS QUE NOUS VOULONS APPROFONDIR

Animateur : Claude Grivel

En introduction de la matinée, Claude Grivel propose une synthèse des échanges de vendredi et souhaiterait que ces travaux permettent de dégager « une feuille de route » pour l'Unadel, qui soit susceptible d'être reprise par le CA pour être déclinée de manière opérationnelle. Ainsi, plusieurs principaux thèmes potentiels semblent avoir été identifiés :

- Métiers / congrès
- Décentralisation
- Lien entre niveau national et local
- Partenariats
- Organisation et modèle économique

Un tour de table est lancé pour identifier ou compléter ces thèmes prioritaires et dans l'optique de les approfondir ensuite en ateliers avant la fin de la matinée :

Georges Gontcharoff propose de compléter cette liste par la création du Club des élus (mais il ajoute qu'il vaudrait mieux désormais attendre les municipales). Une autre piste

pourrait consister à multiplier les prises de positions sur les questions d'actualité (cela peut aider à nous faire connaître). Il ajoute qu'il est favorable à la poursuite et le du séminaire itinérant, et au développement d'une offre de formation (avec la reprise partielle de l'héritage ADELS).

Pour José Dhers, il faudrait aussi renouveler le séminaire Unadel (actuel) tous les ans, car celui-ci constitue un des rares moments de décroisement pour l'association. Les groupes de travail de l'Unadel lui semblent trop juxtaposés les uns aux autres, il y a trop peu d'interrelations construites.

Paulette Salles estime que la communication de l'Unadel est à renforcer : même si le nouveau site internet est une avancée importante, il faut pouvoir expliquer ce qu'est l'Unadel et présenter l'association à d'autres personnes. Une plaquette de présentation serait par exemple nécessaire. Paulette ajoute qu'elle trouverait nécessaire de travailler le lien « local – national », et la structuration des réseaux locaux.

Olivier Dulucq est d'accord avec l'idée de se doter d'une plaquette mais il estime que cela concerne également les outils internet (mise en réseau virtuelle, mise en ligne des productions,...). L'identité de l'Unadel se construit aussi beaucoup par accumulation. Il faudrait aussi développer les partenariats : « ne pas chercher à être seul en pensant qu'on sera ainsi mieux reconnu ».

Pour Claire Goichot, il faudrait se poser plusieurs questions : à qui l'Unadel veut-elle répondre, à quels besoins ? Quelle est la plus-value qu'elle apporte ? Quelles sont ses spécificités,

ses compétences et ses fonctions ? De son point de vue, il faudrait avant tout partir de l'existant, via l'identification des dynamiques présentes dans les territoires.

Hélène Schwartz explique qu'il lui semble nécessaire que l'Unadel trouve rapidement des moyens pour créer un poste dans le domaine de la communication et que cela devrait être intégré au modèle économique. Il y aurait aussi une réflexion à mener vis-à-vis de l'animation des réseaux sociaux : comment améliorer le « porter à connaissance » ?

Yves-Marie Szymusiak interroge les participants : Comment augmenter le nombre des adhérents ?

Cécile De Blic trouve qu'il faudrait mieux identifier la question de « ce que défend l'Unadel ». L'Unadel devrait servir à « faire bouger la notion de projet de territoire » et rejoint aussi la vision exprimée par Jean-Yves la veille proposant d'aller « vers le non institué ».

Yves Gorgeu trouve que l'on pourrait développer un système de newsletter à destination d'un réseau plus large qu'aujourd'hui. Il faudrait que l'Unadel soit davantage « branchée » sur des expériences de territoires : montrer, valoriser l'innovation, avoir « une collection » de territoires avec un suivi régulier.

Stéphane Loukianoff précise que ce travail de valorisation des expériences, des initiatives concrètes, était prévu dans le nouveau site internet mais que, jusqu'à présent, on a manqué de temps et de moyens humains pour le faire.

Pour Pascale Vincent, il s'agirait aussi d'améliorer la valorisation du travail réalisé (par exemple dans le cadre de la Plateforme des métiers). De plus, elle pense qu'il serait aussi nécessaire d'améliorer l'interconnaissance au sein de l'Unadel, « cela permettrait d'avoir une approche plus vivante ».

Selon Yves Gorgeu, nous devrions nous intéresser davantage à d'autres lois que la seule loi de décentralisation : ALUR, avenir de l'agriculture, transition énergétique, l'ESS... « Certes cela nécessiterait davantage de temps mais nous pourrions y travailler avec d'autres réseaux ».

Georges Gontcharoff souhaiterait que d'autres administrateurs écrivent. Il regrette aussi qu'il n'y ait pas plus de réactions, via le site internet par exemple, à ses productions.

Paula Acéti présente le réseau de l'ADAT en Languedoc Roussillon, présidé par Gérard Valéro : cela fait peu de temps qu'elle y travaille, mais elle explique que l'objectif de l'ADAT LR est de développer des formations, de travailler sur le thème de la ruralité (un congrès national est en perspective), de renforcer le travail en réseau et de donner la visibilité aux acteurs territoriaux dans la région.

Johan Milian invite à croiser les formations de l'Unadel avec celles de l'Université. Par ailleurs, il estime nécessaire d'élargir les personnes ressources de l'Unadel, et d'organiser des formations sur les contenus de développement. Pour information : un séminaire de réflexion sur les inégalités

territoriales sera organisé le 12 mars à l'Université Paris 8, dans lequel l'Unadel interviendra.

Jean-Yves Pineau en profite pour informer les participants que le Collectif Ville Campagne souhaite mettre en place une plateforme « acteurs-chercheurs » et précise que ce pourrait être une piste supplémentaire de collaboration entre les deux associations. Jean-Yves ajoute que le développement local et ses outils sont aujourd'hui parfois dépassés et ne correspondent plus aux attentes, aux besoins, aux transformations. Cette donnée appelle à des vigilances particulières et interroge : comment réussir à sécuriser ou séduire les élus et les agents de développement local pour qu'ils bougent ? Il faut expérimenter, faire entendre les besoins des territoires, des élus, des habitants,... Il existe aujourd'hui des demandes en matière de changement, comment réussir à les entendre ?



11H – 12H15 : TRAVAUX EN ATELIERS & RESTITUTION (14H-15H)

Au regard de ce brainstorming, Claude Grivel propose que les participants se réunissent au sein de 3 ateliers thématiques :

- 1) Formation / accompagnement
- 2) Partenariats / articulation réseau / place des élus
- 3) Communication : information, site

Chaque atelier tentera de préciser quelques constats dans son domaine mais surtout d'identifier des pistes d'améliorations sans oublier les impacts sur le modèle économique, et les moyens humains et financiers à mobiliser.



1) Restitution de l'atelier « formations » et éléments de débat

(Participants de l'atelier : Cécile, Georges, Stéphane, Pascale, Gilles, Johan)

Les participants de l'atelier ont tout d'abord partagé plusieurs constats : celui d'un manque de visibilité concernant les actions de formation réalisées alors que cela représente une part importante et croissante de l'activité de l'Unadel.

Les formations en 2013 : les actions de formations ont surtout concerné les actions d'accompagnement de conseils de développement (trois territoires = 25 interventions), le cycle de formation au projet de territoire avec l'Acsé (6 journées), et les interventions du séminaire itinérant (14 réunions publiques). Les recettes ont générées un peu plus de 60 000 € (séminaire itinérant compris).

Ce déficit de visibilité concerne aussi l'offre de formation de l'Unadel (une page a été créée en novembre sur le site internet mais aucune plaquette n'existe). D'autre part, la conception des formations relève du « sur-mesure » mais devrait être davantage « rationalisée » pour éviter de donner une impression de « bricolage ». Un groupe de travail sur la formation existe et devrait être animé pour permettre de faire évoluer les contenus et les outils de formation, mais ne s'est réuni qu'une seule fois en septembre. Il est rappelé l'importance croissante de cette activité, non seulement pour consolider le modèle économique de l'Unadel mais aussi parce que c'est une façon d'entretenir et de renouveler les liens de l'Unadel avec les territoires.

4 ou 5 thèmes de formation seraient à développer ou à renforcer : sur les métiers, la participation et les conseils de développement, les démarches de projets et les contenus de développement, l'accompagnement des restructurations territoriales et la décentralisation (+ les évolutions Pays-PETR). Les publics sont assez divers mais l'offre de formation pourrait mieux cibler les élus et les jeunes (dans les formations universitaires).

En termes d'organisation, cela suppose de mieux identifier les ressources internes et externes de l'Unadel, et de pouvoir

clarifier les modalités d'intervention (bénévoles / consultants..). Il s'agira aussi d'identifier des réseaux associatifs partenaires avec lesquels mener certaines formations (l'ARDL, le CPL, collectif Pouvoir d'Agir, collectif Ville Campagne...). Par exemple, l'Unadel est identifié par les autres membres du Collectif Pouvoir d'Agir pour piloter la mise en œuvre d'actions de formation et de sensibilisation au Pouvoir d'Agir, et les demandes sont potentiellement nombreuses.

Le séminaire itinérant devrait être renouvelé en 2014 avec un partenariat CDC-Mairie-conseils. Il faudrait proposer que ce partenariat porte sur des actions de sensibilisation (comme en 2013), mais aussi sur des ateliers territoriaux (avec les élus notamment) et rajouter un volet « formation de formateurs ».

Enfin la communication doit être améliorée dans le domaine de l'offre de formation : mailings, réalisation de plaquettes...

2) Restitution de l'atelier « partenariats / articulation réseaux locaux / place des élus » et éléments de débat

(Participants de l'atelier : Claude, Yves-Marie, José, Céline, Paulette, Yves, Paula, Clémentine)

Le groupe rappelle tout d'abord que cette réflexion sur les partenariats correspond à des besoins :

- La connexion réalité / terrain est indispensable,

- Cela permet d'amplifier l'action des uns et des autres et de renforcer la lisibilité de l'action de l'Unadel,
- Cela permet aussi d'améliorer la transmission et la diffusion des expériences,
- Cela génère de la transversalité et du décloisonnement,
- Cela peut aider à la création des réseaux locaux/régionaux, c'est-à-dire le développement d'un maillage territorial
- Cela peut aussi faciliter la mutualisation des moyens.

Comment ?

- Il s'agit de réaliser un inventaire des ressources et des relais,
- Utiliser le contenu, capitaliser le travail déjà réalisé / les réseaux de la plateforme des métiers (sans rester uniquement sur les métiers)
- Structurer des points d'appui régionaux : les identifier (solutions multiples, spécificités régionales)
- Mieux formaliser, consolider la notion de partenariat : conventionnements
- Réaliser un état des lieux des territoires avec lesquels on travaille
- Valoriser les expériences locales : se constituer un réseau de territoires qui bougent et les valoriser, organiser des rencontres, faire connaître, favoriser les échanges
- Organiser des rencontres régulières avec les têtes de réseaux

- Accompagner les territoires (formation, professionnalisme), travail pédagogique
- Faire financer des formations / répondre à des appels d'offre, à des consultations
- Consolider la parole politique : 2 têtes à l'association (élus et non élus)

Avec qui ?

- Groupe d'appui régional,
- Mairie Conseils : Séminaire itinérant, conseil ou comité des élus, lien expériences / territoire (au-delà de l'approche par les seules collectivités territoriales),
- Association d'élus, élus
- ETD
- Collectif Ville Campagne, Fédé des PNR, CAC, Collectif Pouvoir d'Agir, ARF, ADF, ARPE, Villes et territoires en transition, foyers ruraux, ligue de l'enseignement

Actions prioritaires :

- Mise en réseau des Agenda 21 (tribune à l'Unadel lors du colloque ?), utiliser l'observatoire des pratiques du développement durable (élargir le comité de pilotage). Référente : Céline Braillon
- Contact à prioriser : Mairie-Conseils : proposer des petits déjeuners du développement local ? Référent : Yves Gorgeu
- Utilisation / valorisation du réseau via « carnets de Campagne » (France Inter) ? Référent : Jean-Yves Pineau.

- Renouer contacts avec ETD et sa Présidente. Référente : Paulette Salles.

Olivier Dulucq propose de s'appuyer sur les associations d'élus et leurs réseaux de formation, leur proposer des formations

Hélène Schwartz : question de la participation des Présidents des EPCI à la Conférence territoriale

Stéphane Loukianoff insiste sur la question des adhésions des Collectivités territoriales : sont-elles des partenaires de l'association ou des partenaires ponctuelles de certaines actions ? Quels services proposons-nous aux Collectivités adhérentes ?

3) Restitution de l'atelier « communication » et éléments de débat

(Participants de l'atelier : Olivier, Jean-Yves, Hélène, Claire)

Les participants de l'atelier se sont d'abord interrogés sur les principales fonctions de l'Unadel et sur sa spécificité. Celle-ci apparaît en particulier dans sa capacité à rassembler de la diversité. Cela semble faire partie de l'ADN de l'Unadel. Pour les participants, il s'agit d'être à la fois sur le champ le technique et sur le champ du militantisme.

L'Unadel vise à éviter que « les politiques publiques deviennent froides » et doit permettre « d'y glisser du sensible et de la responsabilité ». L'Unadel a donc une fonction forte de décroisement : « c'est un lieu où se crée du lien » ; mais aussi de « décryptage », de pédagogie

et de circulation de l'information (éducation populaire), et enfin l'Unadel c'est « un agitateur de contenus ».

Comment ?

- Il faudrait créer et alimenter la communauté du développement local (multiplier les outils) et communiquer en particulier à partir de certains angles et actions : la capacité des territoires, le pouvoir d'agir, la gouvernance, et la formation.

Quels publics cibler ?

- Les journalistes
- Les réseaux d'associations du développement local (mise en place d'une stratégie vers les relais)

Action concrète :

- Proposer sous forme de prestation des interventions des membres de l'Unadel pour animer des débats
- Créer un réseau social du développement local

Moyens :

- Réfléchir à une fonction de « webmaster » ou de « chargé de communication » en capacité à raviver la curiosité des uns et des autres,
- Développer des prestations

► 15H : fin du séminaire

Compte rendu rédigé par Clémentine LE LAY et Stéphane LOUKIANOFF le 26 février 2014. Photos : José Dhers et Claire Goichot



Comment alimenter l'Unadel ? Pour notre trésorier, la réponse est clairement à base de tarte au Maroilles et de Potjlewelech !